



Ministère des affaires
sociales et de la santé

Ministère de
l'intérieur

Ministère de l'écologie,
du développement
durable et de l'énergie

La ministre des affaires sociales et de la santé
Le ministre de l'intérieur
La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

à

Mesdames et messieurs les préfets de région (pour information)
Mesdames et messieurs les préfets de département (pour attribution)
Mesdames et messieurs les directeurs généraux des Agences Régionales de Santé (pour
information)

**Objet : mise en place des services publics d'assainissement non collectif sur l'ensemble
du territoire national**

Cette note rappelle les obligations qui incombent aux communes en matière d'assainissement non collectif. Elle vise également à vous communiquer les nouvelles dispositions relatives à l'assainissement non collectif issues de l'arrêté interministériel du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif et de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à la mission de contrôle de ces installations.

La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau a procédé à la décentralisation, au profit des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont elles sont membres et auxquels elles ont transféré leur compétence, de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Dans ce cadre, les communes ou leurs groupements doivent mettre en place un service public d'assainissement non collectif (SPANC) afin d'assurer ces missions.

A ce jour, 15% à 20% des communes n'auraient pas encore mis en place de SPANC.

La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques puis la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle II », ont précisé les missions des communes et fixé des objectifs calendaires.

I- Rappel des missions obligatoires des communes en matière d'assainissement non collectif et les risques encourus en cas de carence dans l'exercice de ces missions

Les communes doivent remplir les missions suivantes :

- Pour les installations neuves ou à réhabiliter, le SPANC doit procéder à un examen préalable de la conception de l'installation. Il procède ensuite à la vérification de l'exécution en établissant un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires (arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5) ;
- Le service doit délivrer au demandeur d'un permis de construire ou d'aménager, dans le cas où le projet serait accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions réglementaires. Depuis le 1^{er} mars 2012, ce document constitue l'une des pièces du dossier joint à la demande de permis de construire défini à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme ou à la demande de permis d'aménager en application de l'article R441-6 du même code. Conformément à l'article R. 423-39 de ce code, une demande de permis de construire qui n'a pas été complétée dans le délai de trois mois suivant la notification de la liste des pièces manquantes fait l'objet d'une décision tacite de rejet.
- Pour les installations existantes, le service doit procéder à la vérification du fonctionnement et de l'entretien de toutes les installations d'assainissement non collectif avant le 31 décembre 2012 puis mettre en place un contrôle de ces installations selon une périodicité qui ne peut pas excéder 10 ans.

Les modalités d'exercice de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif sont définies par l'arrêté du 27 avril 2012, qui est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2012. Les principales dispositions de cet arrêté sont résumées à la fiche 3 « *la nouvelle réglementation relative à l'assainissement non collectif* ».

En outre, en application de l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique, depuis le 1^{er} janvier 2011, les propriétaires doivent, lors de la vente de leur bien immobilier équipé d'un assainissement non collectif, fournir le rapport de contrôle de l'installation. Il est intégré au dossier de diagnostic technique défini à l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation qui est lui-même annexé à l'acte de vente.

En cas d'absence de cette pièce, le vendeur ne peut pas s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante : sa responsabilité contractuelle pourra être poursuivie à la suite de la découverte d'un vice caché relatif à l'installation d'assainissement non collectif. La mise en place d'un service public d'assainissement non collectif doit permettre de remédier aux situations « dérogatoires » qui ont vu le jour tel que le recours à des diagnostiqueurs privés. Seuls les diagnostics réalisés sous la responsabilité de la commune sont considérés comme conformes à la réglementation.

Par conséquent, **vous appellerez l'attention des maires sur les difficultés provoquées par l'absence de mise en place de services publics d'assainissement non collectif** : d'une part cette situation constitue une source d'insécurité juridique pour les habitants de la commune en tant qu'occupants de logements dotés d'une installation d'assainissement non collectif, en tant que propriétaires vendeurs, en tant qu'acheteurs ou en tant que demandeurs d'un permis de construire. D'autre part, les communes encourent des risques contentieux assortis de

conséquences financières en cas de non-exercice de leurs compétences obligatoires en matière de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

II – L'objectif de couverture intégrale du territoire national par les services publics d'assainissement non collectif

La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau imposait aux communes d'assurer leurs missions en matière de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif au plus tard le 31 décembre 2005. La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques a confirmé les obligations des communes en la matière. Ainsi, depuis de nombreuses années déjà, les communes ont l'obligation d'assurer leurs missions relatives à l'assainissement non collectif, et pour ce faire créer un service public d'assainissement non collectif.

Pour atteindre cet objectif, **nous vous demandons de bien vouloir :**

- 1) **Identifier les communes de votre département n'ayant pas mis en place de SPANC et les inviter à faire le nécessaire dans les meilleurs délais ;**
- 2) **Porter à la connaissance des communes les obligations qui leur incombent en matière d'assainissement non collectif et les risques contentieux qu'elles pourraient encourir en cas de non-exercice de ces missions.**

Afin de sensibiliser les communes, il pourrait être envisagé, en collaboration avec les agences de l'eau, d'organiser des réunions d'information portant sur les modalités d'exercice de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif telles que définies par le nouvel arrêté « contrôle » du 27 avril 2012 ;

- 3) **Vous assurer, un an après le recensement que vous aurez effectué, de la mise en place de SPANC dans les communes qui auront été identifiées comme n'en étant pas dotées.**

Vous pourrez en outre utilement appeler l'attention des maires sur la question de l'échelon de mise en œuvre de cette compétence. Les communes de petite taille peuvent en effet se trouver démunies pour mettre en place un tel service. Vous veillerez dans ces conditions à promouvoir des solutions reposant sur le transfert de la compétence à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de préférence, en l'occurrence à une communauté de communes. La rationalisation de la carte intercommunale, entreprise depuis 2011, peut vous aider à intégrer cette compétence dans un projet intercommunal opérationnel

III – Les nouvelles dispositions relatives à l'assainissement non collectif

Deux arrêtés interministériels, pris en application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif :

- l'arrêté du 7 mars 2012 modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

- l'arrêté du 27 avril 2012 fixe les nouvelles modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et abroge l'arrêté antérieur du 7 mars 2009.

Les nouvelles dispositions introduites par ces deux arrêtés sont entrées en vigueur le **1^{er} juillet 2012**. La nouvelle réglementation issue de ces deux arrêtés vise à remplir plusieurs objectifs.

Tout d'abord, il s'agit de faciliter et d'harmoniser la mission des SPANC sur le territoire national pour réduire les disparités qui peuvent exister d'une collectivité à l'autre. Elle permet ainsi de formaliser les documents remis à l'utilisateur à l'issue du contrôle et de faciliter le contact avec les usagers en donnant une meilleure lisibilité de l'action menée par les SPANC.

Par ailleurs, ce nouveau cadre réglementaire permettra de rénover progressivement le parc d'installations d'assainissement non collectif, en hiérarchisant les actions à mener au regard des coûts et des bénéfices pour la santé et l'environnement.

Vous trouverez, ci-joint, trois fiches d'information, portant sur :

- les compétences des communes en matière d'assainissement non collectif (**fiche n°1**) ;
- la mise en place des services publics d'assainissement non collectif (**fiche n°2**) ;
- la nouvelle réglementation en matière d'assainissement non collectif (**fiche n°3**).

Vous diffuserez largement aux communes et aux groupements compétents les informations contenues dans ces trois fiches.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire part sous les présents timbres de la situation de votre département au regard de la mise en place des SPANC (nombre et noms des communes n'ayant pas mis en place de SPANC à la date de la présente note) et des difficultés éventuelles dans la mise en œuvre de ces instructions, avant le 1^{er} juin 2013. Vous nous informerez de l'évolution de la situation dans un an maximum.

Paris, le 25 janvier 2013,

La ministre des affaires sociales
et de la santé :
*Pour la ministre et par
délégation*
Le directeur général de la santé

Le Directeur Général de la Santé,

Dr Jean-Yves GRALL

Le ministre de l'intérieur :
*Pour le ministre et par
délégation*
Le directeur général des
collectivités locales



La ministre de l'écologie, du
développement durable et de
l'énergie :
*Pour la ministre et par
délégation*
Le directeur général de
l'aménagement, du logement et
de la nature


Jean-Marc MICHEL

FICHE n°1

LES COMPÉTENCES DES COMMUNES EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les compétences des communes ou de leurs groupements relatives à l'assainissement non collectif sont exercées grâce à la mise en place de services publics d'assainissement non collectif (SPANC).

Dans un 1^{er} temps, les communes doivent :

- En vertu des articles L. 2224-10 et R. 2224-7 et suivants du CGCT, réaliser le zonage d'assainissement de leur territoire, permettant d'identifier sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif (zones suffisamment denses pour permettre un assainissement collectif à un coût acceptable) et les zones relevant de l'assainissement non collectif (zones dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif) ;
- Mettre en place un service public d'assainissement non collectif ou transférer la compétence à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte afin d'assurer les missions obligatoires et, le cas échéant, facultatives (II de l'article L. 2224-7 et III de l'article L. 2224-8 du CGCT).

| |
|---|
| Les missions obligatoires - article L. 2224-8-III du CGCT |
|---|

Les communes sont tenues d'assurer le **contrôle** des installations d'assainissement non collectif en assurant les missions suivantes :

- Pour les installations neuves ou à réhabiliter :
 - o Procéder à l'examen préalable de la conception de l'installation (à l'étape du contrôle sur pièces), et établir le rapport d'examen de conception ;
 - o Le service devra produire, le cas échéant, un document attestant de la conformité du projet d'installation d'assainissement non collectif au regard des prescriptions réglementaires, joint par le maître d'ouvrage à la demande de permis de construire ou d'aménager (article R. 431-16 ou R. 441-6 du code de l'urbanisme). Un modèle type de cette attestation est disponible à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/> ;
 - o A l'issue de la réalisation de l'installation, procéder à la vérification de l'exécution, et établir le rapport de vérification de l'exécution qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.
- Pour les autres installations (installations existantes) :
 - o Vérifier le fonctionnement et l'entretien des installations au moins une fois avant le 31 décembre 2012 et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle. Dans ce cadre, les agents du service d'assainissement peuvent accéder aux propriétés afin de réaliser leur mission de contrôle ;
 - o Mettre en place un contrôle périodique des installations au moins une fois tous les 10 ans et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle.

Le rapport de contrôle de l'installation doit être fourni à la demande des propriétaires vendeurs d'un bien immobilier. Il sera intégré au dossier de

diagnostic technique défini à l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation qui est annexé à l'acte de vente (article L. 1331-11-1 du code de la santé publique).

- Percevoir une redevance auprès des usagers pour couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations (article R. 2224-19-5 du CGCT):

La redevance d'assainissement non collectif étant une redevance pour service rendu, le tarif applicable n'est légalement établi que s'il est proportionnel au coût dudit service. Elle est calculée en fonction de critères définis par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R. 2224-19-1 et tenant compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations. Ces opérations peuvent donner lieu à une tarification forfaitaire.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les missions facultatives - al. 6 et 7 du III de l'article L. 2224-8 du CGCT

Les communes ont la possibilité d'assurer, en complément de leurs missions obligatoires décrites ci-dessus, les missions suivantes :

- Assurer, à la demande du propriétaire et à ses frais, l'entretien des installations, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations prescrits dans le document de contrôle ;
- Assurer le traitement des matières de vidange issues des installations ;
- Fixer des prescriptions techniques pour les études des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'une installation.

Ces habilitations n'ont aucunement vocation à conférer à la collectivité publique une quelconque exclusivité dans ces domaines. Dès lors, la relation entre le service et l'utilisateur s'inscrit dans le cadre d'un contrat passé à l'initiative de l'utilisateur. Cette intervention a pour contrepartie le versement d'une redevance pour service rendu. Les modalités de la tarification doivent tenir compte de la nature des prestations assurées.

Une mission d'information

Le SPANC exerce également une mission d'information et de communication auprès des usagers. Les particuliers peuvent contacter le SPANC avant d'établir un projet de réalisation et de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif.

Le SPANC ne réalise jamais de projets ou d'avant-projets techniques pour le compte des propriétaires. Il assure une mission de conseil en amont du projet et de contrôle à différentes étapes du fonctionnement de l'installation.

Dans le cadre de ses missions, le SPANC doit se tenir informé de la réglementation en vigueur sur les dispositifs agréés (site internet : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>).

FICHE n°2

LA CRÉATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

I- Le SPANC, un service public à caractère industriel et commercial

En vertu de l'article L. 2224-11 du CGCT, les services publics d'assainissement non collectif (SPANC) sont financièrement gérés comme des services publics à caractère industriel et commercial (SPIC) au même titre que les services publics d'eau et les services publics d'assainissement collectif.

A) La règle d'équilibre budgétaire :

En application des articles L. 2224-1 et L. 2224-11 du CGCT, les services publics à caractère industriel et commercial, quel que soit leur mode de gestion, sont soumis aux principes de l'équilibre financier au moyen de la seule redevance perçue auprès des usagers et de spécialisation du budget du service, les recettes générées pour l'activité devant en couvrir les dépenses. Aucune subvention du budget de la collectivité locale ne doit en principe venir abonder le service (article L. 2224-2 du CGCT). Toute subvention est en effet interdite au profit des SPIC. En matière d'assainissement, par dérogation, cette règle ne s'applique pas aux services des communes de moins de 3 000 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont aucune commune membre n'a plus de 3 000 habitants ainsi qu'aux SPANC lors de leur création et pour une durée limitée au maximum aux cinq premiers exercices, quelle que soit la population des communes et groupements.

B) L'établissement des redevances d'assainissement non collectif :

En vertu de l'article L. 2224-12-2 du CGCT, le conseil municipal ou l'assemblée délibérante du groupement de collectivités territoriales établit par délibération les règles relatives aux redevances d'assainissement non collectif et aux sommes prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-10 du code de la santé publique. Les visites de contrôle donnent lieu au paiement d'une redevance, qui est exigée même si le propriétaire ou l'occupant de la propriété concernée fait obstacle à la vérification. Le tarif de ces prestations est établi en fonction de la situation, de la nature et de l'importance des installations. Ces opérations peuvent donner lieu à une tarification forfaitaire (*Conseil d'Etat, 9 juillet 2003, Union fédérale des consommateurs « Que Choisir »*).

En vertu de l'article R. 2224-19-5 du CGCT, la redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les charges d'entretien de celles-ci. La part représentative des opérations de contrôle est calculée en fonction de critères définis par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R. 2224-19-1 du CGCT et en tenant compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations. Ces opérations peuvent donner lieu à une tarification forfaitaire. La part représentative des prestations d'entretien n'est due qu'en cas de recours au service d'entretien par l'utilisateur. Les modalités de tarification doivent tenir compte de la nature des prestations assurées.

C) L'élaboration du règlement de service :

En vertu de l'article L. 2224-12 du CGCT, les communes ou groupements de collectivités territoriales établissent pour le SPANC dont ils sont responsables, à l'instar des services publics d'eau et d'assainissement collectif, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

II- Le choix du mode de gestion

Les communes peuvent choisir librement le mode de gestion de leurs services publics industriels et commerciaux (*CE, 10 janv. 1992, Assoc. usagers eau Peyreleau : Rec. CE 1992, p. 13*). Elles peuvent décider soit de gérer directement le service, soit d'en confier la gestion à un tiers par le biais d'une convention de délégation de service public ou d'un marché. Le choix du mode d'organisation le plus efficace s'analyse en termes de coûts économiques et de qualité des services rendus.

A) La régie

Les SPANC peuvent être exploités en gestion directe sous la forme de régies. Dans cette hypothèse, l'article L. 1412-1 du CGCT impose aux collectivités territoriales, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes d'avoir recours exclusivement à la forme de la régie dotée soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière, soit de la seule autonomie financière, relevant des articles L. 2221-4 et suivants du CGCT.

La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est un établissement public local, distincte de la collectivité de rattachement. En revanche, la régie dotée de la seule autonomie financière est une structure dotée d'organes propres mais qui ne dispose pas de la personnalité juridique.

Le SPANC fonctionne en ayant recours à des agents qui assureront les missions du SPANC et/ou à des sous-traitants (bureaux techniques spécialisés).

La création d'une régie implique la prise d'une délibération. La mise en place opérationnelle de la régie nécessite la préparation d'un budget, le recrutement d'un ou plusieurs agent(s) qualifié(s) et/ou, le cas échéant, la passation de marchés avec les sous-traitants.

B) Gestion déléguée

Les SPIC peuvent également être gérés dans le cadre d'une délégation de service public, sous la forme d'un contrat d'affermage, d'un contrat de concession ou d'un contrat de régie intéressée.

- **Les contrats d'affermage** sont des contrats par lesquels la collectivité charge une entreprise d'exploiter un service public à ses risques et périls, l'entreprise se rémunérant au moyen d'une redevance ou d'un prix payé par les usagers. Les investissements concernant les travaux de premier établissement sont financés par la collectivité publique, qui les met à disposition du fermier moyennant le paiement d'une redevance ;

- **Les contrats de concession** sont similaires aux contrats d'affermage, mais l'entreprise est chargée de réaliser à ses frais les investissements nécessaires à la création et à l'exploitation du service ;
- **Les contrats de régie intéressée** confient la gestion du service public, établi par la collectivité publique, au régisseur intéressé. La collectivité finance elle-même l'établissement du service dont elle confie l'exploitation et l'entretien à une personne physique ou morale de droit privé qui l'assure, moyennant une rémunération qui n'est pas assurée par les usagers, au moyen d'une prime de productivité et éventuellement d'une part de bénéfices. Tous ces éléments de la rémunération de l'exploitant sont versés par la collectivité elle-même à son régisseur intéressé. La collectivité conserve la responsabilité financière liée au fonctionnement du service.

En vertu de l'article L. 1411-2 du CGCT, les délégations ne peuvent avoir une durée supérieure à 20 ans, sauf examen préalable par le directeur départemental des finances publiques.

NB : Une procédure de délégation de service public dure au minimum six mois et en général un an, compte tenu des délais de publicité, du temps laissé aux candidats pour formuler leurs offres, de leur examen par la collectivité et de la négociation du contrat final. Les collectivités qui n'ont pas créé de SPANC et qui envisagent de confier la gestion du service à un délégataire peuvent prévoir une phase transitoire pendant laquelle les contrôles sont assurés par un prestataire extérieur intervenant dans le cadre d'un marché public (formalisme à respecter nécessitant également un certain délai).

Quel que soit le mode de gestion choisi (régie ou délégation), la collectivité compétente reste responsable de l'organisation du SPANC. Elle établit le règlement du service et fixe les tarifs.

FICHE n°3

LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (modification ou abrogation des arrêtés interministériels du 7 septembre 2009)

Deux arrêtés interministériels, pris en application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », modifient les dispositions relatives aux installations d'assainissement non collectif :

- l'arrêté du 7 mars 2012 modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- l'arrêté du 27 avril 2012 fixe les nouvelles modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et abroge l'arrêté antérieur du 7 mars 2009.

Les nouvelles dispositions introduites par ces deux arrêtés sont applicables depuis le **1^{er} juillet 2012** et visent à remplir les objectifs suivants :

- 1 Faciliter et harmoniser la mission des SPANC sur le territoire national pour réduire les disparités qui peuvent exister d'une collectivité à l'autre :
 - en formalisant les documents remis à l'usager à l'issue du contrôle ;
 - en facilitant le contact avec les usagers et donnant une meilleure lisibilité de l'action menée par les SPANC.
- 2 Rénover progressivement le parc d'installations d'assainissement non collectif, en hiérarchisant les actions à mener au regard des coûts et des bénéfices pour la santé et l'environnement.

L'arrêté « contrôle » précise les points de contrôle que le SPANC doit obligatoirement vérifier lors de chaque visite sur site, le contenu minimum des différents rapports qu'il remet à l'usager à l'issue d'un contrôle (rapport d'examen de conception, rapport de vérification de l'exécution et rapport de visite). Il étoffe la liste des éléments devant figurer dans le rapport de visite.

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'action national sur l'assainissement non collectif (PANANC), les ministères en charge de l'environnement et de la santé travaillent à l'élaboration de documents d'accompagnement des SPANC tels que des modèles de fiches de contrôle et de rapports de visite.

Environ six cents millions d'euros sur six ans seront en outre débloqués pour l'assainissement non collectif dans le cadre des Xèmes programmes des agences de l'eau. Ces fonds serviront à la réhabilitation progressive du parc et à l'amélioration de la communication afin d'apporter une meilleure visibilité à l'assainissement non collectif.

L'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux « prescriptions techniques » oblige le propriétaire d'une nouvelle installation à fournir un schéma localisant l'installation sur la parcelle et à l'équiper de regards accessibles afin de faciliter le contrôle de celle-ci.

Les pouvoirs publics souhaitent fonder la rénovation progressive du parc sur le triptyque suivant :

- Mettre en place des installations de bonne qualité, dès leur conception :

L'arrêté « contrôle » du 27 avril 2012 prévoit notamment que le SPANC vérifie l'exécution des travaux de l'installation avant remblayage.

L'arrêté fait également le lien avec la réforme du permis de construire, en disposant que le rapport d'examen de conception rédigé par le SPANC comporte l'attestation de conformité du projet prévue par l'article R.431-16 du code de l'urbanisme.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant les « prescriptions techniques » définit de nouvelles règles de dimensionnement pour les installations neuves, réalisées après le 9 octobre 2009 : la capacité de l'installation, exprimée en équivalent-habitant, doit désormais être égale au nombre de pièces principales de l'habitation, sauf exceptions prévues par les textes. Cet arrêté insiste aussi sur la nécessité pour l'usager de contacter le SPANC en amont de tout projet d'assainissement non collectif. Cette disposition vise à faciliter les relations entre le SPANC et l'usager et à permettre au SPANC d'aider l'usager dans ses démarches.

- Réhabiliter prioritairement les installations présentant des dangers pour la santé ou des risques environnementaux avérés :

Concernant les installations existantes, l'objectif est de concentrer les efforts de réhabilitation sur les installations présentant des risques pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Aussi, l'arrêté « contrôle » du 27 avril 2012 définit pour ce type d'installations les notions de « danger pour la santé des personnes », de « risque avéré de pollution de l'environnement », et de « non-conformité » et rappelle les délais de réalisation des travaux selon les cas (Cf. tableau récapitulatif page suivante).

- S'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme des réhabilitations.

L'arrêté « contrôle » reprend les modalités introduites par la loi Grenelle 2, à savoir l'annexion obligatoire d'un rapport de visite de l'installation d'assainissement non collectif daté de moins de trois ans, et l'obligation pour le vendeur ou l'acquéreur de réaliser les travaux de mise en conformité de son installation dans un délai d'un an maximum après la signature de l'acte de vente.

Tableau récapitulatif :

| Problèmes constatés sur l'installation | Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux | | |
|--|--|--|--|
| | NON | OUI | |
| | | <i>Enjeux sanitaires</i> | <i>Enjeux environnementaux</i> |
| <input type="checkbox"/> Absence d'installation | Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique * Mise en demeure de réaliser une installation conforme * Travaux à réaliser dans les meilleurs délais | | |
| <input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution | Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente | | |
| <input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs | Installation non conforme Article 4 - cas c) * Travaux dans un délai de 1 an si vente | Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente | Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente |
| <input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs | * Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation | | |

ATTENTION ! Seul le tableau ci-dessus permet d'évaluer les installations existantes conformément à la réglementation. Un guide d'accompagnement des SPANC, réalisé dans le cadre du PANANC et approuvé par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, paraîtra au début de l'année 2013 et explicitera les modalités de contrôle et d'évaluation des installations d'assainissement non collectif.

Les communes doivent se référer à l'arrêté du 27 avril 2012 et à ce guide d'accompagnement pour mener à bien leur mission de contrôle. L'utilisation d'un autre document, non approuvé par les ministères, n'est pas recommandée.

La validité des contrôles effectués *avant* le 1^{er} juillet 2012 :

Sont considérés comme répondant à la mission de contrôle au sens de l'article L. 2224-8 du CGCT, les contrôles réalisés avant le 1^{er} juillet 2012 en application des dispositions de l'arrêté « contrôle » du 7 septembre 2009 (article 8 de l'arrêté du 27 avril 2012 « contrôle »).

Tout contrôle réalisé antérieurement au 1^{er} juillet 2012 qui ne respecte pas les dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 ne répond pas à la mission de contrôle au sens de l'article L. 2224-8 du CGCT.

En cas de vente, le propriétaire peut demander à la collectivité d'effectuer un nouveau contrôle conformément aux dispositions de l'arrêté « contrôle » du 27 avril 2012. Il prendra à sa charge les frais de ce contrôle réalisé à sa demande.

NB : Les installations identifiées comme non conformes, avant ou après le 1^{er} juillet 2012, devront respecter les délais de mise en conformité issus de l'arrêté du 27 avril 2012.

Les recommandations et les rappels suivants peuvent aider les collectivités à assurer leurs missions en matière d'assainissement non collectif :

- les collectivités doivent hiérarchiser les contrôles périodiques à réaliser en priorité, en adaptant la fréquence maximale de dix ans issue de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales aux enjeux locaux et aux éléments à disposition des services (précédents contrôles, nature de l'installation, niveau de risque, etc.) ;
- il est dans l'intérêt des collectivités de communiquer dans les meilleurs délais ces nouvelles règles aux usagers.

La réglementation et l'actualité juridique relatives à l'assainissement non collectif sont disponibles sur le portail interministériel de l'assainissement non collectif à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

